



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT  
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise  
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation  
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,  
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY  
REQUIREMENT.

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes  
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> PROJET DE MODERNISATION DU SYSTÈME PROJET DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE GESTION DES DÉLINQUANTS (SG)	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 21120-206246/C	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 003
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 21120-20-3266246	<b>Date</b> 2022-01-11
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$XL-165-40231	
<b>File No. - N° de dossier</b> 165xl.21120-206246	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Eastern Standard Time EST <b>on - le 2022-02-28</b> Heure Normale du l'Est HNE	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Martins, Christina	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 165xl
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (343) 543-8779 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 21120-206246	<b>Amd. No – N° de la modif.</b> 003	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 165XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

La modification 003 a été émise pour modifier la date de clôture et fournir des réponses aux questions soulevées.

\*\*

Lors de la première page de la DEMANDE DE PROPOSITION, Section « Solicitation Closes – L'invitation prend fin » :

SUPPRIMER : à 14 :00 ON – le 2022-02-09

Heure normale de l'EST (HNE)

INSERER : à 14 :00 ON – le 2022-02-28

Heure normale de l'Est (HNE)

\*\*

### **QUESTIONS ET RÉPONSES**

Q. 07 : Le SCC possède-t-il une licence pour l'utilisation de Windows 10, SharePoint, Microsoft Word, Microsoft Excel et Microsoft Exchange, ou est-ce que le soumissionnaire doit inclure ces coûts?

R. 07 : Le SCC détient actuellement des licences pour les logiciels susmentionnés et, par conséquent, les soumissionnaires ne devraient pas inclure ces coûts dans leurs propositions.

Q. 08 : **Section :** 02 Gestion des profils

**N° de l'exigence :** IPM-43

**Description de l'exigence :** La solution doit permettre la création d'un enregistrement d'entrevue d'admission rempli automatiquement au moyen des données accessibles sur le délinquant.

**Question :** L'entrevue d'admission est-elle la même que l'entrevue préliminaire?

R. 08 : L'entrevue d'admission est menée par un agent de libération conditionnelle lorsqu'un délinquant est admis dans un établissement du SCC (voir la Directive du commissaire [DC] 705-3 – Entrevues sur l'identification des besoins immédiats et à l'admission), alors que l'évaluation préliminaire est menée par un agent de libération conditionnelle dans la collectivité, habituellement pendant que le délinquant est toujours sous garde provinciale (voir la DC 705-1 – Évaluations préliminaires et évaluations communautaires postsentencielles).

Q. 09 : **Section :** 05 Évaluations

**N° de l'exigence :** AR-4

**Description de l'exigence :** La solution doit permettre au SCC de saisir, de tenir à jour et de transmettre les évaluations reçues des Aînés et des conseillers spirituels pour les délinquants qui souhaitent suivre un parcours

**Solicitation No. – N° de l'invitation**  
21120-206246  
**Client Ref. No. – N° de réf. De client**

**Amd. No – N° de la modif.**  
003  
**File No. – N° du dossier**

**Buyer ID – Id de l'acheteur**  
165XL  
**CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME**

de guérison autochtone. Les évaluations par les Aînés sont prises en considération au moment de la prise de décisions liées à la cote de sécurité et au placement pénitentiaire dans les plans correctionnels.

**Question :**

Les évaluations par les Aînés et les conseillers spirituels devront-elles être rattachées à l'évaluation de la cote de sécurité sur les formulaires d'évaluation de la cote de sécurité?

R. 09 :

Les évaluations par les Aînés et les conseillers spirituels doivent être rattachées à l'évaluation de la cote de sécurité en tant que l'un des facteurs à prendre en considération dans le cadre de la détermination de la cote de sécurité globale, du placement pénitentiaire et de l'élaboration du Plan correctionnel. À l'heure actuelle, ces documents sont constitués de données non structurées et doivent donc être accessibles aux fins d'examen.

Q. 10 : **Section :**

05 Évaluations

**N° de l'exigence :**

AR-1

**Description de l'exigence :**

La solution doit permettre au SCC d'élaborer un formulaire afin de saisir les données d'évaluation structurées (oui/non, scores, cases à cocher, etc.) et non structurées (texte libre, commentaires, etc.) pour chaque outil d'évaluation.

**Question :**

Les données structurées du formulaire doivent-elles être saisies automatiquement à partir de données saisies ailleurs dans le système?

Y a-t-il des dépendances d'une question à l'autre dans l'évaluation ou la feuille de résultats?

R. 10 :

Le cas échéant, la solution doit permettre de saisir automatiquement les données qui ont été recueillies antérieurement au moyen de l'outil d'évaluation. Plusieurs outils sont utilisés dans le processus d'évaluation dont certains ont des dépendances d'une question à l'autre, alors que d'autres non.

Q. 11 : **Section :**

01 Exigences habilitantes

**N° de l'exigence :**

GR-4

**Description de l'exigence :**

La solution doit permettre de conserver les versions ainsi qu'un historique des processus opérationnels et des règles opérationnelles connexes.

**Question :**

Que représente l'historique des règles opérationnelles?

R. 11 :

Puisque la politique du SCC (qui dicte les règles et les processus opérationnels) évolue, la solution doit permettre la consignation des politiques et des règles opérationnelles en

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 21120-206246	<b>Amd. No – N° de la modif.</b> 003	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 165XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

place au moment de la création de l'entrée. Il s'agit de veiller à ce que, lors de l'examen rétrospectif d'un cas, le SCC puisse confirmer la conformité avec la politique et la législation en vigueur à ce moment.

Q. 12 : **Section :** 05 Évaluations

**N° de l'exigence :** S.O.

**Description de l'exigence :** D'ordre général

**Question :** Le SCC utilise-t-il un outil d'évaluation par un tiers du risque et des besoins pour diriger le plan de cas (la détermination des besoins criminogènes prioritaires du délinquant? P. ex. COMPAS de Northpointe, MHS, Inventaire du niveau de service – révisé, etc.?

R. 12 : À l'heure actuelle, le SCC utilise un certain nombre d'évaluations des risques et des besoins; la plupart ont été conçues par le SCC (voir l'Indice de risque criminel figurant dans la DC 705-6 – Planification correctionnelle et profil criminel), mais certaines ont été conçues par des tiers (comme l'évaluation du risque sexuel STATIC-99R).

Q. 13 : **Section :** 09 Interventions et services

**N° de l'exigence :** INS-12

**Description de l'exigence :** La solution doit permettre au SCC d'associer les évaluations du rendement des participants aux programmes prévus au calendrier afin d'aider à assurer l'intégrité des programmes et à déterminer les tendances au sein de la population.

**Question :** Quelles tendances particulières le SCC cherche-t-il à analyser? Quelles sont les données requises pour analyser le rendement?

R. 13 : Les tendances que le SCC espère analyser comprennent le rendement des participants par rapport aux résultats des délinquants. Les données comprennent les indicateurs et les résultats liés aux évaluations du rendement des participants, l'état d'achèvement des programmes et les résultats des délinquants (p. ex., mise en liberté réussie).

Q. 14 : **Section :** 09 Interventions et services

**N° de l'exigence :** INS-4

**Description de l'exigence :** La solution doit permettre au SCC d'assurer la gestion des recommandations de dérogation relatives aux besoins initialement cernés en matière de programmes; elle doit

**Solicitation No. – N° de l'invitation**  
21120-206246  
**Client Ref. No. – N° de réf. De client**

**Amd. No – N° de la modif.**  
003  
**File No. – N° du dossier**

**Buyer ID – Id de l'acheteur**  
165XL  
**CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME**

également être dotée de fonctions permettant de fournir des notifications de flux de travail et approbation électroniques.

**Question :**

Quels sont les facteurs à prendre en considération au moment de recommander des programmes? Comment assure-t-on la formulation et le suivi des recommandations? Est-ce que le personnel évalue et sélectionne manuellement les programmes à recommander? Comment applique-t-on les dérogations?

R. 14 :

Les aiguillages vers les programmes sont fondés sur un certain nombre de facteurs et d'évaluations réalisées au moment de l'admission. Le niveau approprié des programmes est automatiquement établi en fonction des résultats de ces évaluations, et il faut une série de justifications, de réunions et de communications consignées dans le système et par courriel pour modifier la recommandation. La vision entourant la modernisation du Système de gestion des délinquant(e)s (SGD) consiste à tirer parti des processus et des approbations électroniques pour ces changements. Les facteurs à prendre en considération au moment de recommander des programmes sont décrits en détail dans les LD 726-2 – Lignes directrices sur l'aiguillage des délinquants vers les programmes correctionnels nationaux.

Q. 15 : **Section :**

02 Sécurité et confidentialité

**N° de l'exigence :**

SP-3

**Description de l'exigence :**

La solution doit permettre de veiller à ce qu'aucun renseignement sensible résiduel ne soit stocké dans le système d'un utilisateur, une fois la session terminée (p. ex. aucun témoin persistant et/ou aucune mise en cache de données sensibles, y compris l'information d'identification et/ou les données sensibles résiduelles).

**Question :**

Cette exigence semble incompatible avec l'exigence CI-14 (la solution doit prendre en charge la mise en cache, le stockage et le transfert ou la synchronisation hors ligne pour permettre aux utilisateurs de travailler avec leur appareil mobile sans connexion Internet et de synchroniser leur travail avec le système principal lorsque la connexion est rétablie). Pouvez-vous clarifier ces exigences contradictoires?

R. 15 :

Lorsque le mode hors connexion est une fonctionnalité de l'application, la session n'est pas interrompue (c'est-à-dire que l'utilisateur est toujours connecté), ce qui résout la contradiction entre ces exigences. Comme précisé dans l'exigence SP-5, la solution doit permettre de s'assurer que les données inactives sont chiffrées et que les données sont supprimées de l'appareil mobile une fois qu'elles ont été synchronisées avec le serveur

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 21120-206246	<b>Amd. No – N° de la modif.</b> 003	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 165XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

principal lorsqu'un utilisateur travaille hors connexion sur un appareil mobile.

- Q. 16 : **Section :** 01 Exigences habilitantes
- N° de l'exigence :** GR-113
- Description de l'exigence :** La solution devrait permettre de déterminer la présence d'une copie imprimée d'un document et son emplacement.
- Question :** Le SCC a-t-il besoin d'une étiquette qui affiche l'état approprié (c.-à-d. qu'il existe un dossier imprimé et qu'il est joint) ou le SCC veut-il que d'autres renseignements soient affichés?
- R.16 : Le SCC veut que la solution lui permette de déterminer, dans le système, s'il y a ou non une copie imprimée et son emplacement (c.-à-d. dans le dossier de gestion des cas, dans le dossier de discipline et d'isolement, etc.).
- Q. 17 : **Section :** 02 Gestion des profils
- N° de l'exigence :** IPM-15
- Description de l'exigence :** La solution doit permettre au personnel du SCC de saisir les renseignements généraux statistiques.
- Question :** Le SCC peut-il préciser ce qu'il entend par renseignements généraux statistiques?
- R. 17 : Le SCC doit être en mesure de recueillir des statistiques sur la population carcérale, par exemple la race, l'âge, le sexe, la religion, etc.
- R. 18 : **Section :** 02 Gestion des profils
- N° de l'exigence :** IPM-21
- Description de l'exigence :** La solution doit permettre au personnel du SCC de traiter les renseignements de base du système de justice pénale.
- Question :** Le SCC peut-il préciser ce qu'il entend par traiter de l'information? S'agit-il d'une interface?
- R. 18 : Le SCC doit être en mesure de recevoir les documents qui lui sont fournis par la police, les tribunaux et les établissements provinciaux et territoriaux. Actuellement, il n'y a pas d'interface et les documents sont téléchargés dans un dépôt de documents.
- Q. 19 : **Section :** 02 Gestion des profils
- N° de l'exigence :** IPM-24, 27, 28 et 30
- Description de l'exigence :** Réalisation de l'Évaluation communautaire postsentencielle.

**Solicitation No. – N° de l'invitation**  
21120-206246  
**Client Ref. No. – N° de réf. De client**

**Amd. No – N° de la modif.**  
003  
**File No. – N° du dossier**

**Buyer ID – Id de l'acheteur**  
165XL  
**CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME**

**Question :**

Le SCC peut-il préciser si la conception d'une interface est prévue ici?

R. 19 :

L'Évaluation communautaire postsentencielle est réalisée dans le SGD actuel. Il n'est pas nécessaire de concevoir une interface.

Q. 20 : **Section :**

02 Gestion des profils

**N° de l'exigence :**

IPM-72

**Description de l'exigence :**

La solution doit permettre au personnel du SCC de consulter et de vérifier tout renseignement sur l'incarcération dans un établissement provincial.

**Question :**

Y a-t-il des interfaces avec les systèmes provinciaux? Dix provinces? Dix systèmes différents? Qu'en est-il des trois territoires?

R. 20 :

À l'heure actuelle, il n'y a aucune interface automatisée avec les systèmes provinciaux et territoriaux. Les documents sont reçus en pièces jointes par courriel. Le SCC cherche une solution dotée de fonctions de gestion de documents pour stocker ces documents.

Q. 21 : **Section :**

02 Gestion des profils

**N° de l'exigence :**

IPM-73

**Description de l'exigence :**

La solution doit permettre au personnel du SCC de consulter et de vérifier les rapports de police.

**Question :**

Une interface est-elle en place actuellement? S'attend-on à ce qu'elle soit conçue et livrée par le fournisseur?

R. 21 :

À l'heure actuelle, on utilise un dépôt de documents dans le SGD pour stocker les rapports de police téléchargés.

Q. 22 : **Section :**

02 Gestion des profils

**N° de l'exigence :**

IPM-77

**Description de l'exigence :**

La solution doit pouvoir accéder aux systèmes externes afin de visionner et de saisir les données sur les victimes.

**Question :**

Une interface est-elle en place actuellement? S'attend-on à ce qu'elle soit conçue et livrée par le fournisseur?

R. 22 :

L'intégration des données avec d'autres applications du SCC, y compris l'information sur les victimes, se fera par l'intermédiaire de la couche d'intégration des données au moyen des interfaces de programmation d'applications (API). La solution doit invoquer une API du SCC pour récupérer et/ou mettre à jour les renseignements sur les victimes.

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 21120-206246	<b>Amd. No – N° de la modif.</b> 003	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 165XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

- Q.23 : **Section :** 04 Gestion des peines
- N° de l'exigence :** SM-09 à SM-11
- Description de l'exigence :** Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC)
- Question :** Le module de la CLCC fait-il partie de la solution, ou s'agit-il plutôt d'un système distinct? Dans le cas d'un système distinct, y a-t-il une interface déjà en place qui doit faire partie de la portée du projet?
- R. 23 : Le module de la CLCC est un système distinct. La transmission de données au module de la CLCC se fera par l'intermédiaire de la couche d'intégration à l'aide des API du SCC.
- Q. 24 : **Section :** 04 Gestion des peines
- N° de l'exigence :** SM-84
- Description de l'exigence :** La solution doit permettre de saisir et d'indiquer s'il y a eu un changement de compétence.
- Question :** On ne sait pas ce que signifie l'expression « changement de compétence » dans ce cas-ci et comment ils veulent acheminer la notification. Les ordonnances actives de la cour?
- R. 24 : L'autorité compétente est celle qui est responsable du délinquant (dans d'autres ministères fédéraux ou à l'étranger). La notification n'est pas destinée à l'autorité destinataire; il s'agit d'une notification interne.
- Q. 25 : **Section :** S.O.
- N° de l'exigence :** S.O.
- Description de l'exigence :** Situation financière des délinquants
- Question :** Il y a plusieurs exigences qui font état des données financières des délinquants. Prévoit-on mettre intégralement en œuvre le module des finances des délinquants? Par exemple, module de fonds de fiducie des délinquants, rétribution, etc.
- R. 25 : À l'heure actuelle, le système des finances des délinquants est entièrement séparé du SGD. Un module devrait être conçu et mis en œuvre dans son intégralité. Voir la section sur les interventions et les services.
- Q. 26 : **Section :** S.O.
- N° de l'exigence :** S.O.
- Description de l'exigence :** Cantine des délinquants



**Solicitation No. – N° de l'invitation**  
21120-206246  
**Client Ref. No. – N° de réf. De client**

**Amd. No – N° de la modif.**  
003  
**File No. – N° du dossier**

**Buyer ID – Id de l'acheteur**  
165XL  
**CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME**

**Question :**

Y a-t-il un système en place pour les achats en magasin et est-il prévu qu'il sera remplacé par le nouveau SGD?

R. 26 :

Au sein du SCC, un « magasin » est appelé une cantine et le système est séparé du SGD, car il est exploité par les délinquants. Toutefois, il y a un processus d'achat pour les délinquants qui devrait être remplacé dans le SGD modernisé. Voir la section sur les effets personnels des délinquants.

Q. 27 : **Section :**

S.O.

**N° de l'exigence :**

S.O.

**Description de l'exigence :**

Interfaces

**Question :**

Le SCC peut-il énumérer toutes les interfaces dont le nouveau SGD aura besoin pour être mis en application? Pour chaque interface, il serait utile d'obtenir l'information suivante : le nom, la description, l'organisation avec laquelle elle établit une communication, s'il est question de données entrantes et/ou sortantes et la méthode d'intégration.

R. 27 :

L'architecture d'intégration n'utilise pas d'interface point à point. Toute intégration se fera au moyen de la couche d'intégration de données par l'intermédiaire des API. Le SCC gèrera la communication de données avec d'autres organisations. Cependant, comme précisée dans les exigences de compatibilité et d'intégration, la solution doit inclure une bibliothèque d'API pour fournir l'accès aux données et fonctions opérationnelles.

Q. 28 : **Section :**

12 Gestion des opérations de sécurité

**N° de l'exigence :**

SOM-81

**Description de l'exigence :**

La solution doit permettre la communication de renseignements aux Services de santé, aux Services aux victimes, au Centre national de surveillance et à la police, au besoin.

**Question :**

Une interface est-elle en place actuellement? S'attend-on à ce qu'elle soit conçue et livrée par le fournisseur?

R. 28 :

Tous ces partenaires (autres que la police) ont accès au système actuel. Une notification des événements aux utilisateurs, comme définis par le rôle dans ces domaines est nécessaire. Toute communication de données sera gérée au moyen de la couche d'intégration des données.

Q. 29 : **Section :**

13 Fouille et saisie

**N° de l'exigence :**

SS-75

**Description de l'exigence :**

La solution doit permettre la mise à jour des dossiers d'analyse d'urine en fonction des résultats reçus des laboratoires.

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> 21120-206246	<b>Amd. No – N° de la modif.</b> 003	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 165XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

**Question :**

Une interface est-elle en place actuellement? S'attend-on à ce qu'elle soit conçue et livrée par le fournisseur?

R. 29 :

Il n'y a actuellement aucune interface et on ne s'attend pas à la conception d'une telle interface. Les renseignements sont saisis manuellement par l'utilisateur. Toute automatisation future de ce flux de données se fera au moyen de la couche d'intégration.

Q.30 : L'annexe F est référencée tout au long de la DP ; cependant, il n'est pas inclus dans la DP.

R.30 : L'annexe F apparaît dans la modification 001.

Q.31 : Le SCC envisagera-t-il d'accorder une prolongation?

R.31 : Le SCC accordera une prolongation de la date de clôture de l'invitation au 28 février 2022 à 14 h 00 HNE.

Q.32 : Veuillez confirmer si SCC possède déjà une licence pour un logiciel de signature numérique tel qu'Adobe Signature ou DocuSign aujourd'hui ?

R.32 : CSC utilise Entrust pour les signatures électroniques et n'a pas de licence pour Adobe Signature ou DocuSign.

Q.33 : CI-47 indique « La solution doit s'intégrer à des outils d'analyse de données et de création de rapports tiers (par exemple, PowerBI, Tableau et Crystal Reporting). »

Veuillez confirmer si le SCC possède déjà une licence pour l'un des outils de rapport énumérés afin d'éviter que le soumissionnaire ne duplique les coûts au SCC.

R.33 : CSC possède des licences pour PowerBI et Crystal Reporting, mais pas pour Tableau.

Q.34 : Veuillez fournir une estimation des dates de début et de la durée de chaque étape du processus d'approvisionnement Agile, comme indiqué dans l'image de la section 1.4.

R.34 : De nombreux facteurs internes et externes peuvent avoir un impact sur les dates de début des différentes étapes du processus d'approvisionnement Agile. La durée estimée de chaque étape est comprise entre un (1) et trois (3) mois, à l'exception de l'évaluation des propositions qui sera fonction du nombre d'offres reçues.

Q.35 : Le prototype sera-t-il déployé dans l'environnement nuage du SCC existant (production ou développement) ?

R.35 : Non, le prototype ne sera pas déployé dans l'environnement nuage du SCC existant. Chaque fournisseur sélectionné hébergera son prototype et fournira un accès au SCC à des fins d'essai et d'évaluation.

Q36 : Quel mécanisme d'approvisionnement sera utilisé pour faciliter l'achat de la solution logicielle (services professionnels en informatique centrés sur les solutions)?

R36 : L'acquisition de la solution logicielle se fera dans le cadre d'un contrat.

Q37 : Le Canada peut-il préciser la durée du contrat proposé et les prolongations (20 ou 23 ans)?

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b>	<b>Amd. No – N° de la modif.</b>	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b>
21120-206246	003	165XL
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b>	<b>File No. – N° du dossier</b>	<b>CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

R37 : La solution prototype couvrira une période de trois (3) ans à compter de la date d'attribution du contrat. Une fois que le Canada exercera l'option voulant que l'entrepreneur livre la solution prête pour la production, un contrat de cinq (5) ans, assorti de quinze (15) années d'option irrévocables, sera attribué à l'entrepreneur retenu.

**TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.**